

Tous les cadres ont le droit de voter !



Bonjour Chris ! Nous sommes en pleine négociation du PAP (protocole préélectoral) pour les futures élections du CSE et on me dit qu'il y a du nouveau. Explique-moi !



Bonjour Tom. En effet, la liste des votants s'élargit pour l'encadrement et c'est une bonne nouvelle pour la CFE-CGC a priori.



Je ne comprends pas. Quel était le souci et de quel changement veux-tu parler ?

La jurisprudence de longue date ne permettait pas à certains cadres de participer à l'élection du CSE : quand leur délégation de pouvoir les assimilait à l'employeur pour la gestion du personnel, les juges considéraient que c'était incompatible. Le SNEC (syndicat CFE-CGC de Carrefour) à l'occasion d'un contentieux électoral a formulé une QPC (question prioritaire de constitutionnalité) pour remettre en cause cette position et le Conseil Constitutionnel lui a donné raison. Une action syndicale qui modifie des articles du code du travail, ce n'est pas rien !



Chris, elle reposait sur quel argument cette QPC ?

La CFE-CGC considère anormal qu'un salarié, même avec une délégation de pouvoir, ne puisse pas participer au scrutin du CSE dans son entreprise. En effet, le préambule de notre Constitution énonce que tout travailleur participe par l'intermédiaire de ses délégués à la détermination de ses conditions de travail et le cadre qui a un contrat de travail est...un travailleur. Le raisonnement est plutôt logique non ?



Donc cela fait plus d'électeurs pour le collège cadres ?

Exactement Tom. La CFE-CGC pourra espérer des votes additionnels en sa faveur. Il restera naturellement à mobiliser ces nouveaux électeurs habitués à ne pas être sollicités pour l'élection du CSE.





Et c'est d'application immédiate ?

Affirmatif ! Pour tout te dire, le Conseil Constitutionnel a invalidé la rédaction de l'article L.2314-18 du code du travail qui définit l'électorat et donné un délai jusque fin octobre 2022 au législateur pour le mettre en conformité tout en sécurisant les PAP signés avant cette date. La date est aujourd'hui passée et désormais (depuis le 31 octobre 2022), ces cadres sont devenus électeurs même si le nouvel article L.2314-18 n'est pas encore paru.



Chris, ces cadres supérieurs vont-ils pouvoir aussi être au CSE ?

Ne confondons pas électeur et éligible ! Les cadres dont la fonction et la délégation les assimilent à la direction restent inéligibles. Le futur article L.2314-19 le dit clairement mais lui non plus n'est pas publié à ce jour.



Tu me dis donc qu'un article du code du travail est invalidé mais que les nouveaux articles ne sont pas publiés. Comment est-ce possible ?

C'est vrai Tom. Ce n'est pas si rare et peut créer de l'incertitude mais la question de leur éligibilité ne se pose pas vraiment. La loi sur le marché du travail qui véhicule la nouvelle rédaction des articles L.2314-18 et L.2314-19 n'est pas encore publiée mais la question posée et tranchée est uniquement celle du droit de voter à l'élection du CSE et c'est le cas depuis le 1er novembre.



OK Chris, c'est clair ! Dernière question : est-ce que cela change quelque chose pour mon équipe CFE-CGC ?

Je ne pense pas Tom. Nous sommes un syndicat catégoriel qui défend les intérêts de l'encadrement et l'exercice de responsabilités importantes dans l'entreprise ne doit pas conduire des cadres à ne pas adhérer et voter pour nos équipes.

